

## *MLPC ; congrès ou conclave des parricides ?*

### *Prologue :*

L'entreprise de *désinstitutionnalisation* de la citoyenneté des Centrafricains n'est pas prête de s'achever avec le dernier congrès du MLPC. La situation socio-économique et politique décrite par le système Onusien en poste à Bangui dans ses différents rapports et particulièrement les rapports dont les principaux sont OMD, Etude sur le système national sur l'Intégrité, Pour une stratégie de croissance pro-pauvre ; contraintes et défis pour la Rép Centrafricaine et Plan cadre des nations unies pour l'aide au développement ; Centrafrique 203-2011 sont assez éloquents pour que l'on ne continue plus à soutenir, dans les partis politiques [organisations concourant à l'expression de la démocratie] et les membres de la société civile, la thèse de l'abandon du Centrafrique [ au sens Boganda du terme] par la communauté internationale .

Le récent congrès du MLPC est la version la plus achevée de la politique pour de la politique ; celle qui porte les gènes de la réduction de l'autre en tant que moyens pour assouvir sa fin. N'ayant plus l'âge d'avoir des ambitions politiques pour mon pays et n'ayant pas un itinéraire professionnel, qui m'aurait mis au service de ma patrie dans le cadre d'une administration quelconque au pays, il me reste, comme seule richesse, que la manipulation pertinente des concepts, pour démasquer les subtilités de la propagande politique au profit de la génération future des Centrafricains. Je ne me permettrai à travers ces lignes aucune prescription mais me contenterai de vous soulever avec les jeunes, les effets avoués et non avoués des décisions par les récentes assises du MLPC . Les résolutions qui en résultent consacrent la stratégie du coupable désigné et rajoutent aux sacrements canoniques existantes, un nouveau sacrement typiquement MLPC à savoir l'onction ou le sacrement de l'extrême culpabilisation. Le parti dont le représentant est arrivé au second tour des dernières consultations démocratiques chez nous, a érigé la chorégraphie et la mise en scène de la mascarade et de la parodie du pouvoir au rang d'art, à en juger les échos qu'ont fait les médias Centrafricains de la Conférence de presse de son nouveau Gourou ; mon très cher frère Martin Ziguélé. Je tiens à faire remarquer d'entrée de jeu, que loin de moi, la prétention de soutenir ici un débat « *ad hominen* » ou de rendre un culte à Patassé. Sans prétention aucune, je fais partie des Centrafricains qui avaient – au lendemain des événements du 15 Mars 2003 - qualifié sans complaisance aucune, dans des articles qu'a bien voulu publier Sangonet ; le coup d'Etat du général Bozizé d'euthanasie politique du défunt régime Patassé ; la coalition majorité présidentielle et partie majoritaire MLPC au pouvoir. Depuis lors, les élections sont passées par là malgré nos critiques ( Une constitution fondée sur quelle culture politique Cf Sangonet ) les lendemains des événements ne nous ont pas démenti car, le général lui-même, dans ses discours et autres prises de position, ne se réfère nullement aux scrutins démocratiques mais très fréquemment aux événements du 15 Mars, qui seuls, à décrypter les actes politiques qu'il pose quotidiennement, sont ceux qui fondent sa légitimité et non les seconds.

La question de la légitimité, même de façade, du Général Président n'est plus à discuter et n'a plus de raison d'être. La démocratie sans gage juridique est en marche et, il faut s'en contenter. La problématique que nous mettons en débat est la référence à la social-démocratie du MLPC avec les stratégies qui rappellent l'inimitié et la haine qui présidèrent aux relations entre Mao et Ding Xiaoping en Chine dans les années soixante et soixante et dix.

Ce que nous observons et pour lequel nous souhaitons que tous les Centrafricains ; sans clivage aucun, c'est-à-dire MLPC et autres dont le cercle des partis d'opposition, se sentent interpellés, s'interrogent et deviennent à leur tours, interrogateurs du bien fondé de la posture parricide de la nouvelle direction du MLPC et ses objectifs à courte de vue ; les échéances de 2010 ; tout en se réclamant d'une filiation idéologique avec la sociale-démocratie ; d'où ! ( pas de commentaire !)

Je ne suis ni opposant au Général-Président (je n'ai aucune légitimité et ne représente que moi-même si je peux me permettre de faire mienne, l'excellente réplique de Maître Pouzer au Révérend Isaac Zokoué au sujet de la validation des candidatures aux élections présidentielles après le Consensus de Libreville) Je ne suis non plus, opposant au MLPC et de surcroît militant de ce parti ou propatassiste au sens filiation politique. Mais, je considère, en patriote isolé, que tous les lieux où s'élaborent méthodiquement, épidermiquement voire viscéralement la réflexion politique en Centrafrique ne peuvent que s'indigner devant les dernières postures du MPLC ; version Martin Ziguélé. Alors que Bozizé s'est contenté d'être régicide par rapport à Patassé (euthanasie de son régime sans attenter à sa personne physique), Martin Ziguélé et le dernier carré de Patassé avant les événements du 15 Mars 2003, n'ont pas hésité à achever un co-combattant blessé de leur troupe. C'est une manœuvre digne de gangstérisme de grand chemin ; sans pudeur ni état d'âme parce que le compagnon blessé devient encombrant.

Ce qu'ont rapporté les Journaux ; *Le Confident* et *l'Agence Centrafricaine de Presse (ACAP)* de la Conférence de presse du nouveau Gourou du MPLC, laisse entrevoir un ensemble convergent des pratiques organisées, de connivence, dont nos dirigeants sont coutumiers alors que, la sortie de la pauvreté passe par l'ancrage des territoires centrafricains à d'autres territoires, par une imbrication de nos territoires entre eux, pour eux et avec eux, pour les faire émerger, les animer, les reconfigurer , dessiner avec eux et pour eux un nouveau dessein et design, un avenir partagé. Je veux dire par là qu'au lieu que le MLPC, accusé naguère d'avoir favorisé les phénomènes à l'origine des mutineries à répétition et des vacillements du pouvoir, reconsidère son offre politique, la rende plus pertinente eu égard aux changements intervenus dans le cadre de la région ( CEMAC) et à l'échelle du continent (Népad), et du monde, il s'est contenté de jeter la première pierre à Patassé ; ce qui est une véritable insulte à la mémoire des victimes de tous les événements . Pour être plus précis, le congrès aurait dû considérer comme prioritaire l'esquisse d'un schéma directeur de nouvelle matrice socio-économique et politique du Centrafrique des années 2000 . Le congrès aurait pu se poser des questions sur les facteurs qui font qu'en Centrafrique, seul le milieu de la politique fabrique des élites et des héros d'un jour, des riches évanescents et précaires, une fois la carrière politique terminée. On attendait du congrès, l'invention de nouveaux paradigmes à mettre en œuvre pour contrecarrer le politique de notre Général-Président, on a assisté à un regain d'intérêt de la politique de règlement de compte. Or, entre la politique de la majorité au pouvoir actuellement et les slogans que la direction du MLPC, issue du récent conclave ; rien ne permet de les distinguer notablement sauf l'entreprise de connivence pour éliminer politiquement Patassé. Après les ubuesques condamnations formelles et après les actes d'ostracisme et de bannissement fantaisistes que le premier avocat stagiaire Centrafricain courageux est capable de tout faire vaciller, le MLPC donne le coup de grâce à ce qui reste de Patassé.

Par cet article je mesure l'étendue du crime de lèse majesté que je suis entrain de commettre. Je m'inscris comme d'habitude dans le registre du cynisme et revendique une démarche iconoclaste. Les jeunes Centrafricains diront certainement, en serait-il différent de lui s'il vivait au pays ou, même les révérends préfèrent les lumières du Palais de la Renaissance aux lumières des lampes à pétrole des presbytères.

Mais acceptez que malgré mes insuffisances, je vous livre la lecture que m'inspire le dernier Conclave ou Convention de parricide du MLPC. Ces résolutions soulèvent des questions mœurs politiques d'une part mais nous forcent à nous interroger sur le genre d'éthique politique dont le Centrafrique a besoin de maintenant à 2010 et au-delà.

Excusez moi ce mélange de prosaïque et de soigné qui caractérise mon style mais on est tenté de relire ***Freud et son discipline Lacan*** pour se faire une idée des résolutions avant de lancé un appel risqué aux militants des partis politiques en Centrafrique que, de telles orientations ne doivent pas être laissées aux commentateurs complaisants de la nouvelle direction. Les jeunes Centrafricains doivent résister aux manœuvres d'aliénation, aller au-delà des seuls aspects de la mécanique juridique dite réforme des statuts, pour appréhender les questions sous l'angle éthique. Quelle éthique veut faire véhiculer la direction du MLPC en braquant Patassé et en se mettant en situation de récidiver dans la prédation violente des intérêts du peuple Centrafricains.

L'éthique est un concept, le prisme par lequel on construit une approche. Il ne s'agit pas d'insulter mais de lire une réalité et de la mettre en perspective. Au fait, pour rester dans le cynisme, on pourrait s'interroger, si l'intérêt des Centrafricains ne dirait pas un jour à la direction du MLPC ; *que celui de vous qui n'a pas commis de péché, jette à Patassé la première pierre. ?*

- 1) *Le regain de la métaphore biblique de Canaan à l'actualité du concept freudien de « tuer le père » ; quelle pertinence. ?*

*Le Centrafrique est le ventre mou de la CEMAC. Seul pays à ne pas disposer de façon avérée du pétrole sous son sol, il lui faut un leadership politique fondé sur la vision d'un chef ; c'est-à-dire celui qui tresse les compétences, entrelace et fait imbriquer toutes les intelligences et les aptitudes en vue du renouvellement du tissu social par l'accumulation de capital humain et capital social.*

*Gervais Douba « Dans un ouvrage à paraître en Nov 07.*

Les Saintes écritures rapportent la damnation de Canaan ; petit fils de Noé par Noé lui-même ( Genèse Chapitre 9 : 20-27)

Pour ne pas sombrer dans une herméneutique de complaisance d'un Révérend Centrafricain résidant à Brazzaville qui ; au nom de nous ne savons quelle école biblique et théologique, a vu à travers le coup d'Etat du 15 Mars 2003 l'avènement d'un Moïse, expliquons le parallèle avec le Congrès du MLPC. Toute la direction doit à Patassé son ascension politique. Certains n'étaient même pas des militants MLPC et à l'instar des gens comme moi, ont un cheminement qui ne les aurait jamais rapproché du pouvoir. Les personnes politiquement vierges et anonymes sont passées de l'ombre à la lumière grâce à Patassé. Les qualificatifs utilisés aujourd'hui pour mettre Patassé au placard (au cercueil) sont de véritables oraisons funèbres de cow-boy. Ceux-ci sont proches, sinon assimilables à ce qui a déclenché la colère de Noé. Aucune conjecture ne saurait expliquer une telle attitude. Les dérives de nos hommes politiques sont la résultante du déclin des intellectuels et de la politique du ventre, de la conquête de la notoriété immédiate même au mépris de la règle la plus élémentaire. (Je n'aurai au cours de cet échange, de cesse d'insister sur le fait qu'il ne s'agit ni de réquisitoire ni de plaidoyer mais d'indignation).

Rien n'augure qu'en 2010 les conditions seront favorables à l'accession au pouvoir du MLPC ; à en juger l'enquête du PNUD de 2005 sur la corruption auprès des ménages et des entreprises en Centrafrique. Faisons observer que la notoriété du MLPC aux dernières élections ; comme le taux de présidentialité de sa direction, ne sont pas l'œuvre de sa seule direction actuelle. Rien ne garantit non plus qu'une fois à la magistrature suprême, la bande à Ziguélé ferait mieux que les gouvernements successifs de Patassé ; en dix ans de régime ; depuis le défunt Pr. Mandaba en passant par Koyambounou, Dologuélé, Ngoupandé et Ziguélé (Je le donne sans respecter la chronologie).

Les points d'ancrage du Centrafrique à la CEMAC d'abord puis au Népad et à sa participation à la mondialisation ne sont pas réunis ; à en croire les différents rapports nationaux du système Onusien en place à Bangui. Le traumatisme des populations en milieu rural est tel que ce n'est pas en 2010 qu'elle sera prête à être impliquée à quoi que ce soit sauf si on leur distribuait des tea schirt et du savon ou de débarder pour acheter leur suffrage.

Patassé vivant, qui plus est, en exil continue de hanter les esprits. Patassé, même encombrant est menaçant pour les siens ; donc s'en débarrasser libère... Cette vision politique réduite aux connivences et de rôle de messie n'aboutissent qu'à fertiliser les terreaux des mécontents, augmenter le nombre des souffrants et à encourager la communauté internationale à mettre en place des mécanismes et circuits de contournements, Ce n'est pas dans ce sens que Freud et ses héritiers appellent « tuer le père ». Tuer le père doit engendrer une émancipation, le disciple s'affranchit du maître et conquiert son autonomie.

Je soutiens la théorie du parricide à dessein et considère que le cénacle du MLPC s'est trompé en prétendant que tourner la page Patassé est une panacée à l'action de désinstitution des intérêts socio-économiques du Centrafrique [Les 60 villes, 6 régions et 4.200.000 Centrafricains y compris les 26 000 agents civils et militaires de l'Etat]. Il ne s'agit pas de traiter violemment la question des violences sous le régime Patassé, par ceux là mêmes, qui ont davantage servi leurs intérêts sous Patassé que les intérêts du peuple Centrafricain. Il faut d'abord lire l'historicité des événements et des phénomènes que le régime Patassé a générés et/ou ceux qu'il n'a fait que subir. Il ne suffit pas d'enterrer Patassé vivant pour dire qu'on a changé. Traiter Patassé avec ostracisme est peut-être nécessaire pour libérer le passage aux ambitions personnelles mais ne suffit pas pour faire le deuil de Patassé car, l'effet mémoire de l'histoire des institutions Centrafricaines garde dans son disque dur, que c'est ceux là mêmes qui l'ont conseillé, entouré, parfois l'ont obscurci, qui passent pour des personnes ayant la main propre. C'est proche d'un *hold up* sur l'histoire du Centrafrique. Si Patassé a été un homme orchestre des impunités généralisées des élites ; aujourd'hui déclinantes, pour rendre hommage à la mémoire des victimes innocentes, il ne suffit pas d'organiser sa pendaison publique pour avoir bonne conscience et se mettre à son tour à l'abri. La défense et promotion des intérêts du peuple Centrafricain passe par la posture d'un chef d'orchestre. Dans la Rome antique les hommes libres se croyaient à l'abri, lorsque la torture s'est appliquée au monde lointain des esclaves. Mais cette procédure a fini par gangrener tout le système. Elle a fini par s'appliquer à eux et c'est la République qui fut mise à la question.

Tuer le père ou la doctrine de la rupture [ Freud et Lacan] ne revient nullement à jeter Patassé en pâture aux chiens ni à se contenter de ne viser que les échéances de 2010. Il faut refonder la République sur d'autres bases, sur des valeurs qui rendent crédible la classe politique. Ce n'est pas tout de remettre les feux tricolores en marche à Bangui. Ce sont des mesures d'aménagement et de gestion de l'ensemble du territoire qu'il faut préconiser et non le regain d'intérêt de l'homme politique mythique et folklorique. Si la Direction actuelle du MLPC était un homme et qu'il subissait la morsure d'un chien ; c'est dans l'ordre de la normalité.

C'est dans la nature du chien de mordre pour repousser une attaque, même venant de son maître. Il n'a pas d'autre choix que cette arme que lui a donnée la nature et sa nature. Le chien n'a pas vocation à faire des projets, à dire qu'aujourd'hui, je vis ainsi et que demain je vivrai de telle manière ou entrera en lien avec telle personne. En revanche l'homme ; lui peut. Dans son cheminement l'homme peut mordre comme le chien mais peut renoncer à mordre ; parce qu'il est un être de foi, de raison.

Choisir de mordre Patassé tel un chien qui mord son maître alors que d'autres alternatives s'offraient, c'est le monde à l'envers. Cela revient à renoncé à la liberté de faire du bien pour avilir son prochain au lieu de procéder autrement . Le parricide de la nouvelle Direction du MLPC est le résultat d'un choix dicté par les échéances de 2010 et non de l'élaboration d'une nouvelle matrice socio-économique et politique de la citoyenneté des Centrafricains. L'objectif des libérateurs le 15 Mars 2003 n'était pas de prendre des Lampistes ou du menu fretin. Ils en voulaient au gros gibier ; il se trouve que ce gros gibier se trouvait en dehors du territoire. J'en veux pour élément d'illustration, la récupération des personnalités de l'ancien régime dans le gouvernement actuel du Général-Président et l'autorisation du MLPC – en tant que parti politique présenter tout autre candidat de son choix à l'exception de Patassé. (Tout sauf Patassé)

Un effet mémoire de nos institutions ne nous a pas échappé ; le retour de Dacko II au pouvoir en Septembre 1979. Le défunt Président était en soin en France lorsque la France a décidé de le ramener dans les soutes des avions de l'opération Barracuda . Patassé est encore en vie. Qu'advient-il si la puissance tutrice le accompagnait *tranquillo* à Bangui avant 2010 ? C'est une plaisanterie ! Sans déconner, la logique de cet article n'est point de faire du tort à la direction du MLPC ; nouvelle formule mais d'amener en débat la question des mœurs et de l'éthique politique en Centrafrique. Le MLPC à l'instar d'autres partis croit innover en proclamant sa filiation politique à la social- démocratie ou pourquoi pas à la démocratie chrétienne ! Mais, il ne suffit pas d'avoir un parti grand frère en occident pour que l'on soit démocrate ou patriote.

Je vous m'arrogé le droit d'inviter les jeunes Centrafricains à refuser de se faire abuser et à demeurer vigilants vis-à-vis de ceux qui s'autoproclament capables de les sortir de l'extrême pauvreté et qui ne les forment ni ne les éduquent politiquement !

II) **Les résolutions vues sous le prisme de l'éthique politique.**

**« Ce qui se fait pour les gens mais sans les gens se fait souvent sans les gens »**

**Proverbe Touareg.**

Faut-il rappeler que le syndrome de Stockholm désigne l'état mental et psychologique des victimes de terrorisme ou toute autre violence qui, après leur libération, se prennent de compassion pour leurs bourreaux, lorsque ceux-ci sont arrêtés. La société Centrafricaine défaite n'a pas hésité à faire la fête le 15 Mars dernier et a placé le candidat MLPC au deuxième tour.

Lors de la conférence de presse, M. Le Premier ministre Martin Ziguélé a fortement mis l'accent sur la refonte des statuts et du règlements intérieur du MLPC. La dimension normative d'une organisation est un aspect technique, mécanique ; c'est souvent un piège à con. Ce qui doit déterminer c'est l'éthique politique. Volontairement ou pas, Ziguélé ne nous dit pas deux choses :

- comment identifier la ligne de démarcation entre l'ancien MLPC et le nouveau. Puisque les statuts ont changé, l'esprit a-t-il aussi changé ?
- l'éthique est le carburant de la bonne gouvernance. Suffit-il d'afficher la notion de bonne gouvernance et l'idéologie de la sociale démocratie pour se signaler rénovateur sans faire connaître la nouvelle matrice sociale, économique et politique ?

Vers quel schéma de société nous mène-t-on ou devons nous, nous contenter des affiches comme d'habitude ! Les organisations politiques que nous connaissons et auxquelles, nous avons adhéré ; pour ceux qui ont le courage de la faire, ont-elles élaboré les instruments requis de pilotage pour préparer l'insertion du pays à l'économie mondialisée et à conforter notre ancrage à la CEMAC et capter les effets induits du NEPAD ? Pour un parti politique par lequel les scandales, la fragmentation et la fragilisation des communautés sont arrivés en cascade en Centrafrique, ce n'est pas le cadeau idéal à nous offrir en remerciement. Ce qu'il fallait sortir du chapeau, ce l'est point les vieilles recettes qui nous ont conduit là où nous sommes mais la construction d'avantages comparatifs, la reconstruction des valeurs Républicaines et démocratiques et la préparation d'une arrivée astucieuse par une sortie de secours.

Le MLPC vient d'inaugurer l'éthique de diatribe permanente remplie de haine. C'est une manœuvre d'aliénation de la génération future. Quand cette éthique politique engendrera ce que nous avons connu et connaissons, ils seront extraits de la difficulté par les partis grands-frères d'Europe et viendront vivre tranquillement leur exil avec toutes les facilités qui va avec pendant que vous, vous souffrez.

Résistez et refusez dès maintenant que l'ont fasse de vous de moyens pour atteindre leurs fins.

Lorsque l'on surfe sur Sangonet ou lorsque l'on lit le Confident (c'est mon cas) nombreux sont les auteurs d'articles qui, soit font des propositions d'action, soit lance des initiatives au demeurant angéliques mais soulevant de façon désespérante le positionnement de Centrafrique face aux changements induits par la mondialisation et devant lesquels nous ne sommes pas préparés par notre classe politique de depuis toujours.

La question est d'importance telle qu'il ne serait pas saint de chercher le bouc émissaire ou de jouer au coupable désigné.

Personnellement je l'inscris dans le champ de l'éthique et des mœurs politique. Le monde change et le Centrafrique fait partie des deux pays du continent Africain qui n'a pas réussi à capter les externalités positives de la mondialisation pour défaut d'éthique politique. Sa classe politique ne lui a offert que la fragilité et la fragmentation de son capital humain et son capital social.

Alors que le Cambodge qui a pratiquement été décimé, meurtri par le Kmers rouges a réussi à s'approprier son adhésion à l'OMC et sa participation à la mondialisation, le Centrafrique qui est relativement mieux loti par rapport à la gravité des violences, ne s'est guère approprié les externalités positives de l'adhésion à l'OMC. [ Etudes du Centre de développement de l'OCDE Déc 2006] Cette observation cache deux éléments déterminants pour notre pays et son positionnement dans la lutte contre la pauvreté.

1) L'éthique politique et la problématique de la bonne gouvernance.

2) Et son pendant, la promotion du secteur privé et le renforcement des capacités humaines et organisationnelles

De l'éthique politique : De la Virginie en passant par le Québec (Montréal) et Paris, les têtes pensantes Centrafricaines ; auteurs d'articles sur Sangonet s'interrogent, récusent avec des invectives mais réfutent peu ou prou les deux angles d'attaque . C'est dire que le débat avance même sans détour épistémologique, et c'est une bonne chose pour une jeunesse qui s'éveille ! Signal d'hyperactivité de la jeunesse Centrafricaine, il faut l'inciter à des détours épistémologiques avant d'analyser. Réfuter est mieux que réduire la confrontation des idées à la récusation ; ce qui confine au bâillonnement. De mémoire, la classe politique Centrafricaine, par le fait qu'elle se recrute sur la base d'un certain élitisme a tendance à penser qu'elle a la solution de sortie de crise. Ces dix dernières années, malgré la rudesse de la violence avec laquelle le Centrafrique traverse les métamorphoses du monde, notre classe politique pense que par la seule évocation des concepts à la mode et en vogue telle « bonne gouvernance », elle met le Centrafrique à la hauteur des concerts des Nations. C'est plus compliqué que ça. Nous sommes un pays qui ne vit que d'aumônes. Ne mettons pas la tête dans le sable. Ni le MLPC ni la majorité actuelle, ni le Général-Président ne sont capables d'esquisser une voie de sortie de crise dans cette tempête de la mondialisation et de l'économie de l'intelligence. Une lecture minutieuse des rapports annuels du système des Nations unies à Bangui permet de repérer les éléments qui corroborent mon analyse. Les hommes politiques ne s'inspirent même pas de ces rapports dans l'élaboration des mesures. D'ailleurs les OMD sont désormais leur bréviaire à défaut d'être capable d'en inventer une qui soit intriquée et imbriquée à l'extraversion au monde de notre économie. Le maître mot des années à venir ; pas seulement les échéances de 2010 mais au-delà, c'est l'intelligence collective, l'empowerment et l'ingénierie territoriale pour créer les conditions de désenclavement et la construction des avantages comparatifs. L'empowerment, l'intelligence collective articulées génèrent l'implication des parties prenantes à l'échelle du territoire local. Dès lors, les pouvoirs politiques qui sont à même d'impulser cette éthique politique de la bonne gouvernance, ce sont ceux qui adhèrent à ces valeurs ; républicaines d'abord et démocratiques sur le plan du droit et de l'équité au sens Aristote du terme « ***La justice et l'équité sont tous deux souhaitables. Alors que la justice est désirable, l'équité est préférable*** »

L'urgence chez nous ; en matière de gouvernance ; bonne ou pas c'est d'acculer la classe politique à s'en servir pour nous abrutir. Restons vigilants par rapport à leur manœuvre d'obscurantisme en matière d'idéologie et de construction de mécanismes de mise en œuvre. Le temps est désormais passé où il suffit de promettre aux partis grands-frères de l'étranger et/ou à la françafrique, voire à des loges ou autres obédiences, des concessions minières ou d'exploitation du bois pour avoir de quoi à payer des fonctionnaires.

L'éthique politique de bonne gouvernance est la capacité de la classe politique à refonder son offre sur la construction des avantages comparatifs et la redéfinition de politique créant un environnement propice à attirer des investissements étrangers formateurs. D'ici 2010, faisons tout pour éviter que l'éthique politique de rédempteur ou du Timonier ne s'enracine plus chez nous.

S'agissant de la promotion du secteur privé : Je me réfère toujours aux rapports du système Onusien de Bangui de peur qu'on ne me taxe de théoricien se contentant de conjecturer. Je pars du factuel. Le monde a changé depuis l'écroulement du mur de Berlin et ce changement s'est amplifié depuis le 11 septembre 2001.

Mine de rien, ces deux phénomènes ont des conséquences sur notre quotidien sur le plan politique ; l'émergence de la notion de bonne gouvernance, l'exigence du respect des droits de l'homme comme droits reproductifs.

L'idéologie du marché et de la liberté a triomphé de l'idéologie du communisme et la mondialisation entend faire du Centrafrique soit sa tanière soit un territoire répulsif. Notre pays doit se soumettre à l'orthodoxie ; compétition électorale, transition démocratique même de façon chaotique (notre deuxième article sur Sangonet au Premier ministre d'alors ; Le Pr Abel Goumba), compétition marchande et privatisation du secteur public. Une des traductions de cette marche forcée vers l'orthodoxie du marché est la mise sous ajustement structurel.. Conformément à sa politique de la carotte et du bâton, le FMI et la Banque mondiale ; les deux gardiens du temple, accordaient les aides financières aux bons élèves et les retiraient aux crétiens ou cancre. Les bailleurs de fonds s'étant dégagés de chez nous pour mauvaise gestion des aides publiques au développement et/ou gabegie de l'appareil d'Etat. [ Kolingba passait la main à Patassé]

La classe politique de notre pays a des diagnostics singuliers et, roulant toujours sur une approche fusionnelle avec les dirigeants occidentaux et autres, a curieusement considéré les changements comme des soubresauts conjoncturels alors que c'est bien écrit en noir sur blanc ; plan d'ajustement structurel. [ Notre particularité est de très mal lire les sujets et de mal identifier les niveaux d'intrication et les imbrications de nos maux avec ce qui se passe ailleurs. Comme le dirait Jacques Prévert ; nous étions là, nous contentant de regarder notre nombril et nous nous étonnons de ne pas avancer .

Non, chers jeunes Centrafricains qu'on attend pour plumer en 2010, écarter de votre esprit, la théorie du complot que l'on arrête de vous inculquer. Le monde des échanges est sans pitié avec les amateurs en politique. Il cherche des équipes politiques disposant d'un certain charisme et d'une certaine envergure. Le monde des échanges veut des classes politiques en capacité d'enraciner la culture de marché et des échanges dans les cultures dont ce n'était pas la composante traditionnelle. Ce que j'appelle la doctrine des valeurs d'échanges au risque des cultures traditionnelles et qui a pour corollaire la construction des avantages comparatifs.

M'adressant à notre jeunesse qui s'interroge sur les causes de notre situation, je dirai – sans jeter la première pierre à quiconque – que la classe politique Centrafricain, à l'exception de l'éphémère Koa ti kodro de Dacko, d'inspiration maoïste, vite gommé par Bokassa après le coup d'Etat, il y a eu l'Opération Bokassa dont l'apôtre a été Patassé le ministre de l'Agriculture de l'époque, je n'ai pas le souvenir d'une construction des avantages comparatifs du monde rural Centrafricain. [ Je peux être soit amnésique soit souffrir d'autre pathologie de la mémoire !]

A partir de quoi le Centrafrique se signale-t-il à l'extérieur ; à l'étranger, au sein de la CEMAC et sur le continent par rapport à la DIT ?

Voilà la vraie question. Pour ce qui est de signe de repérage sur la carte, moi qui, est la chance dans ma vie professionnelle de voir une bonne partie du monde pour diverses raisons, je représente mon pays à partir du défunt majesté Bokassa 1<sup>er</sup> – dont je crois être de la génération qui a combattu sa politique ; tellement des choses on été écrit en son nom.

Notre pays produit du maïs, du riz, du mil, du petit mil, des haricots rouge et blancs, du manioc. Par rapport à la DIT (division internationale du travail), personne ne nous connaît. Vous savez quoi ? Je travaille sur la noix de cajou ; le seul produit d'exportation de la Guinée Bissau après le riz. Ce pays a construit son avantage comparatif sur la culture de la noix de cajou pendant que le Mozambique (autre pays Lusophone comme lui) était en guerre. Avant la guerre ; le Mozambique était un grand producteur de ce produit. Ce qui est économiquement fâcheux, c'est que, pour nourrir les enfants dénutris du Niger ; consommateurs du mil, du maïs, du sorgho; les ONG font venir ces produits soit des Etats-Unis, soit de la Thaïlande ou du Viet-nam...

La classe politique Centrafricaine ne sait qu'une chose ; prétendre contre toute démonstrations scientifiques que nous avons du pétrole, que dans peu de temps, le gisement fer de Damara sera exploité et qu'on sera riche ! Que l'uranium de Bakouma sera exploité par les entreprises de Suisse etc. Le bois ne nous a rien rapporté. Nos enfants n'ont pas de quoi, à s'asseoir pour suivre des cours. Ils n'ont ni règle ni ardoise en bois.

Quant à notre coton et notre café voir notre diamant ; non seulement ils ne sont guère compétitifs en terme de qualité mais ils ont pour utilité sociologique d'alimenter nos rumeurs et mensonges sur le trafic qu'en ferait les chefs d'Etat. La lutte contre la pauvreté doit commencer par la valorisation des cultures dont la vie des zones rurales, dépendent.

J'en appelle aux jeunes Centrafricains de refonder leur engagement politique, non sur les ravalements de façades juridiques mais sur la capacité des partis politiques et leurs organisations satellites à mettre en chantier la redéfinition des priorités.

### **Conclusion.**

Patassé est érigé en martyr malgré lui .

Ce qui déclenchera les investissements étrangers dans un pays où 73 % de sa population est dans les zones rurales, c'est l'empowerment et l'ingénierie territoriale dans la recherche de satisfaction des intérêts humains et territoriaux de proximité. Si nous cautionnons des pratiques comme celles du MLPC ; nouvelles mouture ou rénové, l'intérêt supérieur des communautés Centrafricaines risquent de se dissoudre dans la potion magique de l'isotérisme du discours politique ; social –démocratie ou bonne gouvernance mal revu et mal corrigé. Malgré l'extrême pauvreté qui tenaillent nos parents, arrêtons de penser que la classe politique en Centrafrique, du passé et de maintenant, voire du futur a un pouvoir de lévitation sur le plan économique ou de rédemption collective. La lutte contre la pauvreté est multifactorielle et dépend des conditions propices aux échanges avec l'extérieur et faire de la politique de quelque chose, c'est créer les conditions propices dans un environnement donné pour que la richesse se crée et circule.

Jeunes compatriotes militants des partis politiques, que l'on fasse fonctionner à nouveau les feux tricolores à Bangui ou à Bouar ou à Bambari ou à Mbaïki voire Berbérati et pourquoi pas Bossangoa ; c'est bien . Mais comme la TV ou la Radio, ce sont les quelques privilégiés citadins qui en profitent : c'est la politique de reconstruction des lieux ou la politique des vieux châteaux. Il faut des politiques qui fassent venir de l'argent directement dans la poche des gens quand ils ont travaillé. La vie est courte en Centrafrique ; durée moyenne de vie 39 ans, et on étudie parfois avec les années blanches, jusqu'à 23 en moyenne pour avoir le niveau du baccalauréat. L'environnement global est menaçant est à hauteur de 60 % Les politiques sécuritaires ne suffisent pas à endiguer la menace et empêchent les ONG de mener à bien l'œuvre de solidarité internationale..

Le monde auquel nous avons à faire face et que nous affrontons, est un monde de construction de chaîne de valeurs Les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté passent par la construction des avantages comparatifs en lien avec d'autres partenaires dont le développement des secteurs privés aux côtés des entreprises publiques et non par la privatisation systématique des entreprises publiques. La gouvernance est un champ aux triples dimensions dont la dimension juridique, économique, stratégique et politique. Elle avance par réfutation et non uniquement par récusation ou par exclusion.

Bonnes vacances à tous .

**Gervais Douba**

**Enseignant en sciences de gestion**

**Chercheur en entrepreneuriat ( IUT-Université de Rouen)**

**Vice Président et administrateur de la section française de DEI.**